



**Groupement de Recherches Economiques
et Sociales**

<http://www.gres-so.org>

**IFReDE
&
LEREPS**

Université Montesquieu-Bordeaux 4

Université des Sciences Sociales Toulouse 1

Cahiers du GRES

**L'ouverture internationale en perspective historique.
Statut analytique du coefficient d'ouverture
et application au cas de la France.**

Jean-Charles ASSELAIN

Bertrand BLANCHETON

bertrand.blancheton@u-bordeaux4.fr

CMHE,
IFReDE-GRES

Université Montesquieu-Bordeaux IV
Avenue Léon Duguit
33608 Pessac Cedex

Cahier n° 2006 – 09

Mars 2006

L'ouverture internationale en perspective historique.

Statut analytique du coefficient d'ouverture et application au cas de la France

Résumé

Caractériser l'intensité des relations économiques internationales, comparer le degré d'ouverture sur l'extérieur de différentes économies nationales ou l'intensité du processus d'ouverture au cours de différentes périodes ne va pas sans difficulté. On a cherché à partir des données disponibles dans le cas de la France, à montrer comment la référence au coefficient d'ouverture et à ses variantes permet de dégager un tableau cohérent des vicissitudes de l'insertion internationale de l'économie française depuis deux siècles. La mise en perspective historique que nous avons tentée sur le cas de la France peut aider à mieux cerner les traits originaux de la période récente depuis les années 1970. Ce n'est pas bien entendu l'ouverture internationale qui constitue en soi un fait nouveau, puisque telle était déjà la tendance dominante du début du XIX^{ème} siècle aux années 1920, et que le processus reprend dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale (avec cette fois une nette avance des flux réels sur les flux de capitaux). En revanche, tous les indicateurs quantitatifs concordent pour montrer que depuis trente ans, malgré les chocs qui jalonnent la période, le processus d'ouverture fait preuve d'une continuité et d'une intensité sans précédent.

Mots-clé : coefficient d'ouverture, mondialisation

The process of opening. An historical perspective (nineteenth and twentieth centuries)

Abstract

Comparing the degree of openness of different national economies or the variations of openness during different periods is a difficult task. Using the historical data existing for France since the beginning of the 19th century, we try to show how an accurate and consistent picture of the gradual internationalisation of the French economy can be drawn from this set of indicators. The historical outlook we tried to establish for France may provide a new insight into the original features of the recent times, since the 1970s. The internationalisation process is not of course something new in itself. But, according to all available quantitative indicators, it is now more continuous and more intense than ever before. The coefficients measuring specifically the degree of openness of the manufacturing sector show the most significant progression, now surpassing by far the previous exceptionally high peaks reached during the 1920s – and this in both directions: for the growing share of imported manufactures in the French market goes together with the unchallenged pre-eminence of the manufacturing sector among French export trades. This new conjunction is relevant to explain the most negative characteristic of the present situation: for the first time, an acceleration in the process of opening is accompanied by a protracted weakening of the French (and European) economic growth.

Keywords: process of opening, globalization

JEL : F10, N70

De même, ils insistent sur le haut niveau de l'intégration financière internationale en régime d'étalon-or classique. Adoptant une démarche « à la Feldstein Horioka » Marc Flandreau et Chantal Rivière (1999) montrent que la force du lien investissement national épargne nationale est comparable au cours des deux phases. En combinant plusieurs indicateurs Obstfeld et Taylor (2004) tendent à confirmer la vision d'une intégration financière internationale très forte fin 19^{ième} début vingtième qui n'aurait été retrouvée que très récemment dans les années 1990. Paul Bairoch (2002) insiste sur l'importance du stock d'IDE à la Belle Epoque, il culmine en 1913 pour les pays d'Europe occidentale à 20-22%, ce maximum historique n'a pas été retrouvé dans les années 1990.

Sur la base des seules dimensions humaines et financières, la « balance » pencherait plutôt en faveur de l'avant 1914... Mais évidemment d'un point de vue analytique, comme d'ailleurs sur celui des effets réels d'entraînement, la dimension commerciale de l'ouverture est la plus décisive. L'échange de marchandise est un échange de facteurs de production, et peut constituer à lui seul, dans un cadre idéaltype néoclassique, un facteur de convergence des économies¹. L'ouverture commerciale mesurée par le coefficient d'ouverture – en première analyse sous sa forme la plus simple le rapport entre la valeur des exportations et le produit intérieur brut – doit apporter sur le principe un éclairage décisif quant à la force de la mondialisation.

Le présent article, qui prend appui sur une recherche quantitative plus développée (Asselain et Blancheton (2005)), aura pour objectif de dégager la signification et la portée du coefficient d'ouverture : s'agit-il d'un instrument adéquat pour comparer le degré d'ouverture de différentes économies nationales à un instant donné, mais surtout permet-il – en dynamique – de comparer l'intensité du processus d'ouverture internationale au cours de différentes périodes ?

La première section présente les différentes variantes du coefficient d'ouverture, en précisant leur signification respective, les enjeux du choix de l'une ou l'autre, les biais et les contradictions possibles entre elles, les effets de structure susceptibles de perturber l'interprétation. On cherche à montrer comment l'analyse historique peut tirer parti de la complémentarité entre ces diverses variantes, et on propose aussi le calcul d'un nouveau ratio, échappant aux principales critiques adressées aux indicateurs traditionnels, et qui attribue une place centrale au secteur manufacturier, compte tenu de son rôle moteur dans la croissance des économies industrielles. La seconde section présente une application au cas de la France sur la base de trois séries annuelles, reconstituées en longue période (des années 1820 à 2000) : coefficient global d'ouverture à prix courants, puis à prix constants, et coefficient spécifique d'ouverture manufacturière.

¹ L'approche HOS propose une explication de l'origine de la spécialisation des économies nationales en même temps qu'elle montre – sous certaines hypothèses – la possibilité d'une convergence économies engagées dans l'échange de marchandises. Chaque pays se spécialise dans les productions qui incorporent en relative abondance le facteur de production dont il dispose en relative en abondance. S'il en est ainsi, la demande de capital augmentera dans le pays riche en capital et pauvre en travail, là où au départ le prix du capital est faible et le prix du travail élevé. A l'inverse le prix du travail augmentera dans le pays riche en population et pauvre en capital... Ainsi les prix des facteurs auront tendance à s'égaliser à l'échelle internationale ce qui signifie l'intégration et la convergence.

Section 1- La mesure de l'ouverture commerciale : signification du coefficient d'ouverture

L'indicateur d'ouverture le plus couramment utilisé² est le coefficient d'ouverture ou ratio d'ouverture, c'est-à-dire dans son acception la plus simple le rapport entre la valeur des exportations de marchandises et de services et le produit intérieur brut courant.

$$(1) \frac{X_{i,t}}{Y_{i,t}}$$

avec $X_{i,t}$ les exportations de marchandises et de services du pays i à la date t
et $Y_{i,t}$ le PIB du pays i à la date t

Interprétation statique du coefficient d'ouverture

Par définition, le coefficient d'ouverture mesure, à la période t , l'intensité de l'insertion de l'économie nationale dans les échanges internationaux. Il prend en compte indirectement l'influence des mouvements de capitaux (à travers leur impact réel : ventes de biens d'équipement, de brevets...), ainsi que l'internationalisation des processus de production (à travers les flux de biens intermédiaires qui en résultent). Il exprime, pour une économie nationale, son degré de dépendance envers la conjoncture mondiale et de sensibilité aux mouvements de prix internationaux, et par conséquent la force relative de la « contrainte externe » qui s'exerce sur cette économie et limite les marges de manœuvre de ses politiques économiques.

Pour écarter de fréquentes ambiguïtés, soulignons d'emblée que ce coefficient *ne constitue pas* l'expression (directe et univoque) de politiques commerciales plus ou moins « ouvertes » : car, s'il dépend bien entendu en partie des *choix politiques* du pays, les *facteurs structurels* exercent aussi une influence primordiale.

L'ouverture commerciale est avant tout inversement proportionnelle à la taille de l'économie nationale (population, étendue). Un « grand » pays en termes de population est mieux placé, par définition, pour concilier diversification de la production et efficacité productive maximale. Un « grand » pays en termes d'étendue a plus de chances de disposer de ressources énergétiques et minérales diversifiées, de conditions climatiques variées... Ce qui rend moins impératif le recours au reste du monde, tandis que l'importance des distances internes (et des coûts de transport internes) tend à freiner les échanges extérieurs, indépendamment de toute restriction commerciale. Le tableau ci-dessous illustre l'existence de cette relation inverse entre dimension et ouverture.

² En partie du fait des limites du coefficient d'ouverture, certaines études empiriques récentes qui explorent le lien entre ouverture commerciale et croissance utilisent comme mesure de l'ouverture le droit de douane moyen, le ratio recettes douanière sur valeurs des importations voire diverses autres variables instrumentales. Mais la robustesse de ces indicateurs est très discutable (voir Rodriguez et Rodrik (1999)).

	Exportations/PIB Coefficient moyen 1998-2002 en pourcentages	Population en millions d'habitants en 1998
Etats-Unis	10,2	270
Japon	11,2	126,7
Allemagne	31,4	82
Royaume-Uni	25,8	59,2
France	26,2	58,8
Italie	26,4	57,6
Canada	41,8	30,3
Pays-Bas	61,8	15,7
Belgique	80,8	10,2

Source : *L'économie mondiale*, CEPII et Maddison (2001) pour la population.

Le degré d'ouverture varie ensuite positivement avec le niveau de revenu³ : plus le revenu réel par tête s'élève, plus la « demande de variété » se manifeste chez les consommateurs, d'où le développement des échanges internationaux (et en particulier du commerce intra-branche). La localisation géographique enfin exerce une influence : l'éloignement, l'insularité, l'existence de tensions politiques avec les pays voisins tendent à réduire le coefficient d'ouverture.

Inversement, il peut arriver que le coefficient atteigne des valeurs très élevées, aberrantes : c'est le cas en particulier de certains NPI d'Asie, dont le taux d'ouverture apparent dépasse 100 % (151 % pour Hong Kong et 114 % pour la Malaisie en 2002). Comment se peut-il qu'une économie nationale exporte *plus qu'elle ne produit* ? Il s'agit là en réalité de « pays ateliers », qui reçoivent des articles manufacturiers déjà relativement élaborés, pour des opérations de montage ou de finition en vue d'une réexportation avec un faible apport de valeur ajoutée. Cette anomalie a surtout l'intérêt d'attirer l'attention sur un défaut de construction du ratio d'ouverture, dans sa définition habituelle, qui fait intervenir au numérateur un chiffre d'affaires « brut » (les exportations) et au dénominateur une somme de valeurs ajoutées (le PIB). Ce manque d'homogénéité, au demeurant, ne risque pas de fausser sérieusement l'analyse, puisque ce sont là effectivement des économies exceptionnellement ouvertes.

Le passage à une analyse dynamique, en revanche, fait surgir de nouvelles difficultés d'interprétation.

Interprétation dynamique du coefficient d'ouverture

En termes dynamiques, *l'accroissement du coefficient* mesure *l'intensité du processus* d'ouverture, et par là même les avancées de l'intégration réelle.

Cependant, deux effets de structure perturbent l'interprétation de ce ratio : le premier est lié à la tertiarisation croissante des économies avancées, le second à la diminution à long terme du

³ Comparer le degré d'ouverture de pays situés à des niveaux de développement très différents se heurte cependant à une difficulté majeure, qui tient aux divergences systématiques de la structure des prix.

prix des exportations vis-à-vis du prix du PIB. Tous deux tendent à contrecarrer l'accroissement du taux d'ouverture.

D'une part, en effet, le poids relatif du secteur tertiaire présente une tendance tout à fait générale à augmenter au fur et à mesure de la croissance. Or, bien que certains services s'exportent (ils interviennent au numérateur du coefficient d'ouverture, qui inclut en principe les exportations de biens *et services*), le secteur tertiaire reste globalement bien moins impliqué dans les échanges internationaux que l'agriculture et surtout l'industrie : le rapport des exportations de services à la valeur ajoutée sectorielle oscille, pour la France, entre 5 et 8%, ce qui est largement inférieur à la part des exportations totales dans le PIB (et, *a fortiori*, à la part bien plus élevée et croissante des exportations manufacturières dans le produit industriel, cf. ci-dessous). Il en résulte que l'accroissement à long terme du poids du tertiaire, toutes choses égales d'ailleurs, tend mécaniquement à freiner la progression globale du coefficient d'ouverture – autrement dit, à occulter les progrès réels de l'intégration internationale au niveau sectoriel, notamment dans l'industrie manufacturière.

La prise en compte des exportations (et importations) de services doit-elle être considérée comme un enjeu majeur ? Sans être négligeable, la part des services dans les exportations totales demeure relativement faible, et, contrairement aux idées reçues, ne présente pas de tendance ascendante. Selon Bairoch, les services représentent 22,4 % de la valeur totale des exportations des pays industriels avancés en 1970-1972 et 21,9 % en 1992-1994 ; et, pour la France, on trouve des proportions voisines (selon nos calculs, 23,7 % en 1950-1952, 23,6 % en 1992-1994, 19,4 % en 1998-2000). Cette quasi-constance justifie, dans une certaine mesure, la pratique fréquente des historiens économistes, qui – compte tenu d'une connaissance toujours approximative des exportations de services – s'en tiennent à un indicateur simplifié, ne prenant en compte au numérateur que les exportations de biens.

$$(2) \frac{X_{m,i,t}}{Y_{i,t}}$$

avec $X_{m,i,t}$ les exportations de marchandises

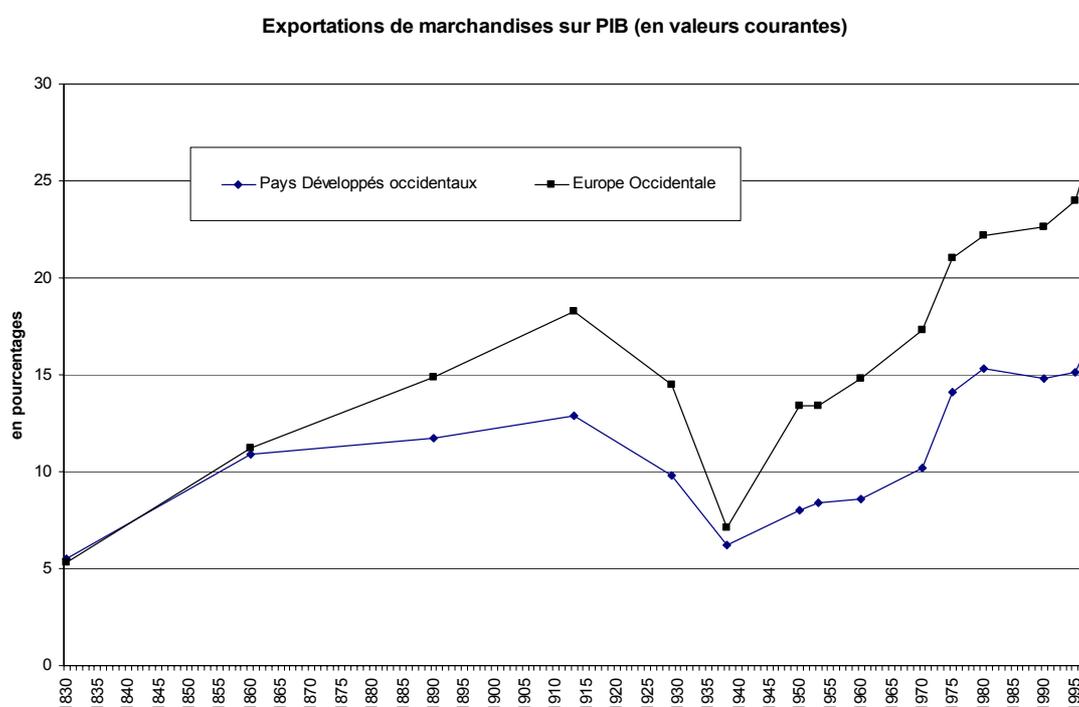
Ce coefficient simplifié n'échappe cependant ni à l'effet de structure lié à la tertiarisation, ni surtout d'autre part au problème de la « déformation » des prix entre la période initiale et la période terminale. En effet, le prix relatif des exportations (et, plus généralement, des biens échangés) tend à diminuer systématiquement à long terme par rapport au prix des biens non échangés (et par conséquent aussi par rapport au prix du PIB), dans la mesure où les activités exportatrices réalisent toujours des gains de productivité supérieurs à la moyenne. Ces variations de prix, qui affectent de façon dissymétrique le numérateur et le dénominateur, tendent là encore à occulter la force *réelle* du mouvement d'internationalisation. Pour mesurer la dynamique d'ouverture « en volume », il y aura donc lieu de calculer un *coefficient d'ouverture à prix constants*, en appliquant à toutes les quantités un seul et même vecteur de prix d'une année de base.

Loin de constituer une option mineure, le choix entre les deux approches du processus d'ouverture – mesure à prix courants *versus* à prix constants – peut conduire à des interprétations significativement divergentes (comme on va le montrer à propos de l'ouverture internationale des économies européennes depuis la fin du XIX^{ème} siècle) ; et seule en fait l'utilisation conjointe des deux types de coefficients permet de mieux comprendre les dynamiques de croissance en économie ouverte.

D'une mondialisation à l'autre : dynamiques comparées

Les séries longues de coefficients d'ouverture établies par Paul Bairoch et par Angus Maddison (graph. 1 et 2) présentent suffisamment de concordances pour cerner les grandes lignes du processus depuis un siècle et demi. Quel que soit l'ensemble envisagé (Europe occidentale ou ensemble des pays développés occidentaux) et la variante choisie (mesure de l'ouverture à prix courants ou à prix constants), trois faits saillants se dégagent : une avancée vigoureuse de l'ouverture commerciale de 1830 à 1914 ; un repli violent dans les années 1930, qui annihile pratiquement – avec l'escalade générale du protectionnisme et le cycle des représailles commerciales – toute la progression antérieure depuis 1830 ; et enfin une réouverture commerciale des économies occidentales, qui s'amorce au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et s'accélère durant les années 1970. Ainsi, la mondialisation commerciale n'est pas un phénomène économique nouveau, elle n'est pas non plus un processus linéaire, et demeure exposée à des retournements mineurs ou majeurs, tel celui de l'entre-deux-guerres.

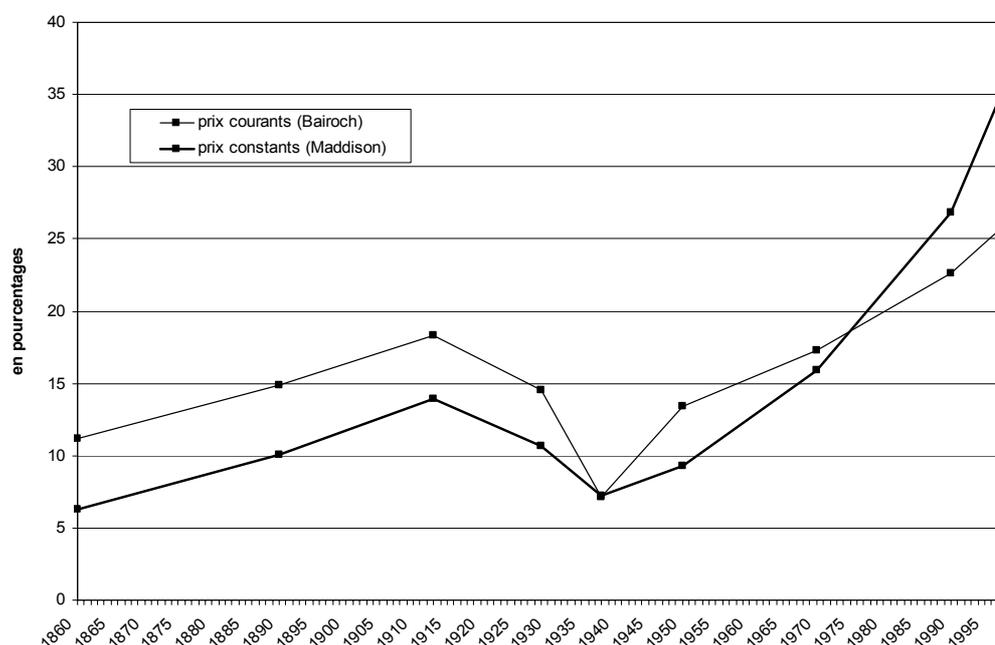
Graphique 1.



Source : d'après Bairoch (2002).

Graphique 2

Exportations de marchandises sur PIB à prix courants et à prix constants pour l'Europe occidentale



Sources : d'après P. Bairoch (2002) pour les calculs en valeur courante, Maddison (2001), calculs en dollars internationaux aux prix de 1990. Seules les années 1913, 1950 et 1990 figurent en commun dans les tableaux de synthèse établis par les deux auteurs. Les estimations pour 1890, 1929, 1938 et 1970 dans la série Maddison à prix constants ont été obtenues à partir des chiffres retenus par A. Maddison pour 1870, 1913, 1950 et 1973 et des indications détaillées par pays qui figurent dans Maddison (1981), (1989), (2001) ; l'estimation pour l'Europe occidentale en 1860 est fondée sur un échantillon de 5 pays seulement, mais qui représentent 80% du total de la région en 1890. La série de Paul Bairoch, qui s'arrête à 1997, a été prolongée pour 1998 d'après *Statistiques financières internationales. Annuaire 1999*.

Mais là s'arrêtent les éléments de concordance.

Une confrontation précise (graph. 2) entre le coefficient d'ouverture à prix courants calculé par Bairoch et le coefficient à prix constants calculé par Maddison conduit à s'interroger sur les divergences qui mettent en jeu aussi bien l'interprétation spécifique de certaines périodes (avant tout, les années 1950-1970, cœur des « trente glorieuses » - mais une analyse plus détaillée mettrait au jour d'autres discordances du même type) que la dynamique globale du processus d'ouverture.

La réouverture des économies européennes apparaît en effet sous un jour très différent selon que l'on raisonne à prix courants ou à prix constants. Réouverture graduelle et même hésitante selon le coefficient à prix courants (Bairoch), puisque, malgré les progrès déjà accomplis sur la voie de l'intégration européenne et la réalisation anticipée du Marché Commun entre les Six (1^{er} juillet 1968), les économies d'Europe occidentale resteraient nettement moins « ouvertes » en 1970 qu'elles ne l'étaient en 1913 selon cet indicateur. Résultat paradoxal au regard de toutes les analyses qui attribuent dès cette période un rôle d'impulsion majeur à l'intensification des échanges internationaux entre économie industrielles avancées – mais résultat accepté sans nuances par certains auteurs, qui ont caractérisé cette période comme une phase de croissance « en économie fermée » (par opposition à la mondialisation ultérieure). Ce que contredit l'évolution du coefficient à prix constants, qui a déjà retrouvé et dépassé au cours des années 1960 le maximum antérieur, et

témoigne d'une dynamique d'ouverture en plein élan dès la période 1950-1970. Ces deux prises de vue doivent être jugées, en réalité, moins contradictoires que complémentaires. Le coefficient à prix courants exprime plus directement le degré de sensibilité à la conjoncture internationale à un moment donné, et permet d'affirmer que cette sensibilité était effectivement très marquée dès le début du XX^{ème} siècle. En revanche, la mesure de l'ouverture « en volume » exprime mieux l'impulsion réelle liée à l'expansion des échanges, avec une élasticité des exportations et des importations par rapport au PIB (en volume) toujours positive et nettement supérieure à 1.

Or, à cet égard, on observe une autre différence, non plus spécifique à telle ou telle période, mais de nature quasi permanente : depuis le milieu du XIX^{ème} siècle, la dynamique de l'ouverture apparaît systématiquement plus forte lorsqu'on choisit de la mesurer à prix constants plutôt qu'à prix courants. Cette divergence de comportement des deux indicateurs n'a rien de surprenant, puisque – comme on l'a indiqué à l'instant – elle trouve son origine dans les gains de productivité systématiquement supérieurs à ceux du reste de l'économie que réalisent les secteurs d'exportation, soumis à la concurrence internationale la plus intense et qui bénéficient à plein des avantages dynamiques de spécialisation. L'écart tend même à s'accroître progressivement : le caractère fulgurant, littéralement sans précédent, de l'actuelle « mondialisation », apparaît de façon encore bien plus nette selon le coefficient d'ouverture à prix constants.

Un indicateur spécifique : le coefficient d'ouverture motrice

Il découle de ce qui précède que, si l'on veut approfondir l'analyse des dynamiques de croissance et mieux cerner les caractéristiques de chaque période, l'attention doit se concentrer sur le secteur le plus impliqué dans l'échange international, et qui demeure aussi⁴ le principal foyer des gains de productivité : l'industrie manufacturière. Depuis la Révolution industrielle (et même auparavant, dans le cas des exportations françaises ou britanniques), les produits manufacturés représentent une composante essentielle du commerce international. Leur part dans la valeur totale des échanges continue à s'accroître avec la seconde moitié du XX^{ème} siècle, malgré la baisse à long terme de leur prix relatif et *malgré les premiers signes de « désindustrialisation » des pays avancés* (diminution de la part de l'industrie dans le PIB et l'emploi total) ; dans le cas de la France, par exemple, la part des exportations de biens manufacturés s'est encore accrue, passant de 65 % de la valeur des exportations de marchandises en 1949 à 84 % en 2000 (soit environ la moitié du total des exportations de biens et services dans les années 1950 et près des deux tiers à la fin des années 1990). Cette progression résulte avant tout de l'intensification des échanges « horizontaux » entre pays industriels développés et de l'internationalisation des processus de production qui caractérise la phase actuelle de la mondialisation. Dans ces conditions, les industries d'exportation continuent à jouer un rôle moteur à l'égard de la croissance globale : par leurs effets-revenu à court terme (multiplicateur d'exportation) au même titre que les autres secteurs, mais surtout par leur contribution de long terme à l'élévation des revenus réels, en tant que vecteur de la diffusion internationale des innovations et comme catalyseur des gains de productivité de tous les autres secteurs (à travers notamment la baisse du prix relatifs des biens d'équipement, la diversification des services aux entreprises et l'adaptation du capital humain).

C'est pourquoi nous proposons d'introduire un nouveau coefficient d'« ouverture motrice », défini comme le rapport entre le *contenu en valeur ajoutée nationale des exportations manufacturières* (Xv_{asm}) et la *valeur ajoutée totale du secteur manufacturier* (ΣVA_{sm}).

⁴ Il est clair que cette conjonction n'est pas fortuite.

$$(3) COX_{sm} = X_{VAsm} / \Sigma VAsm$$

Ce coefficient échappe très largement aux objections formulées à l'encontre des indicateurs habituels d'ouverture globale (1) et (2).

La définition du numérateur et du dénominateur est homogène, tant du point de vue conceptuel (mesure en valeur ajoutée) que du point de vue de la couverture sectorielle (l'industrie de transformation).

Aucun effet de structure lié à la tertiarisation ne vient compliquer l'interprétation.

La question de la baisse du prix relatif des biens exportés se pose avec beaucoup moins d'acuité, puisque les activités exportatrices ne forment pas une « enclave » distincte et que les gains de productivité sont vraisemblablement comparables dans l'ensemble du secteur des industries de transformation.

Cela dit, il ne s'agit pas de substituer cet indicateur partiel aux indicateurs d'ouverture globale présentés plus haut, le coefficient à prix courants et le coefficient à prix constants. C'est leur *complémentarité* qui nous permettra d'analyser plus précisément le cas de la France.

Section 2- Deux siècles d'ouverture commerciale de l'économie française

Nous présenterons, sur la base des séries statistiques disponibles pour la France, les principaux graphiques de synthèse retraçant l'évolution de l'ouverture commerciale depuis le XIX^e siècle :

- taux d'ouverture à prix courants : rapport de la valeur des exportations de marchandises et des importations de marchandises au PIB (graph. 3) de 1820 à 2000;
- confrontation des taux d'exportation calculés respectivement à prix courants et à prix constants, avec 1913 pour année de base pour la période 1820-1913 (graph. 4) et 1990 comme année de base pour la période 1914-2000 (graph. 5) ;
- coefficient d'ouverture manufacturière, défini comme le rapport des exportations manufacturières à la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière, et confronté avec le rapport exportations de marchandises / PIB en valeur courante (graph. 6 et 7).

Après avoir dégagé une vue d'ensemble de la période, on insistera plus particulièrement sur les enseignements du coefficient d'ouverture manufacturière, en raison du rôle moteur

Vue d'ensemble

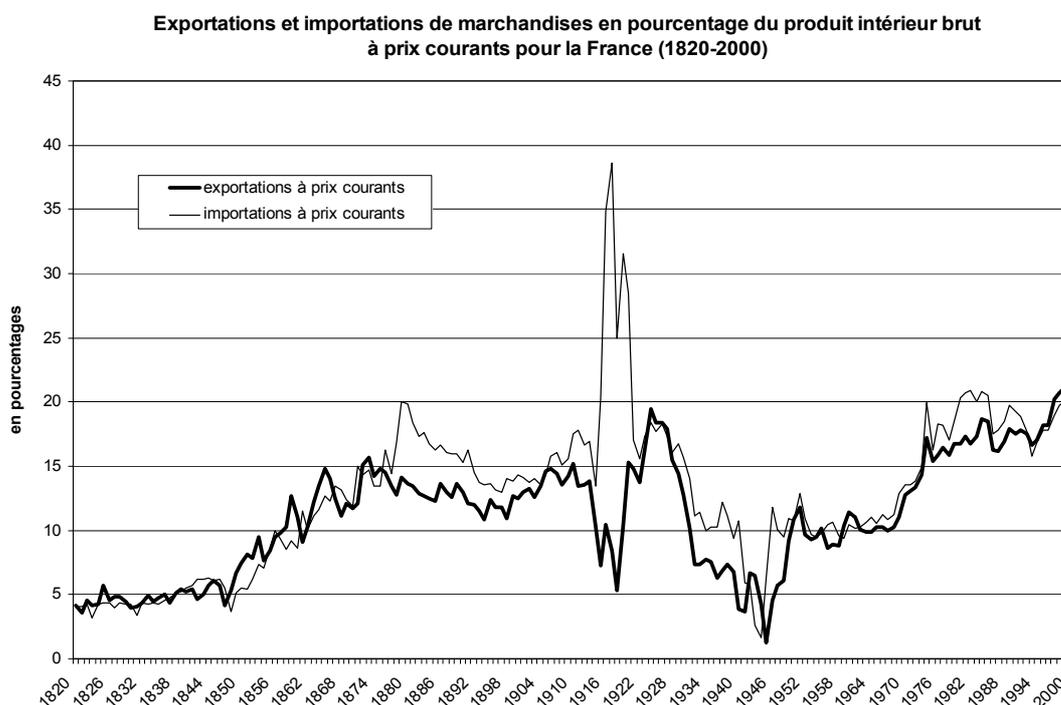
L'évolution de l'économie française présente la même séquence en trois temps – ouverture, repli, réouverture – que l'économie mondiale, avec un contraste global entre la tendance de fond à une ouverture croissante qui domine l'ensemble du XIX^e siècle et la trajectoire bien plus heurtée du XX^e siècle.

À travers l'ensemble du XIX^e siècle, par-delà les variations de court terme, s'affirme une dynamique largement spontanée d'intégration réelle croissante des économies nationales. Elle bénéficie d'un environnement stable (pas de conflit militaire majeur, stabilité monétaire). Elle prend appui sur la baisse à long terme impressionnante des coûts de transport (érosion quasi continue de la « protection naturelle » que représentaient les coûts de transport encore très élevés au début du XIX^e siècle). Quant aux vicissitudes de la politique commerciale et à

leurs contrecoups sur la conjoncture mondiale, leur impact se fait sentir sur les exportations, puis (avec retard) sur les importations, mais sans jamais aller jusqu'à provoquer une contraction durable des échanges internationaux.

Autrement plus violents apparaissent les retournements qui jalonnent le XX^{ème} siècle. Les facteurs politiques (conflits militaires, guerre commerciale des années 1930), l'instabilité monétaire (le cycle des dévaluations du franc) surclassent – contrairement au XIX^{ème} siècle – la dynamique des forces de marché. L'effondrement commercial à la veille de la Seconde Guerre mondiale prend des proportions sans commune avec le freinage de la fin du XIX^{ème} siècle, à tel point que l'emploi d'un même terme – « protectionnisme » – pour les désigner apparaît presque comme un abus de langage.

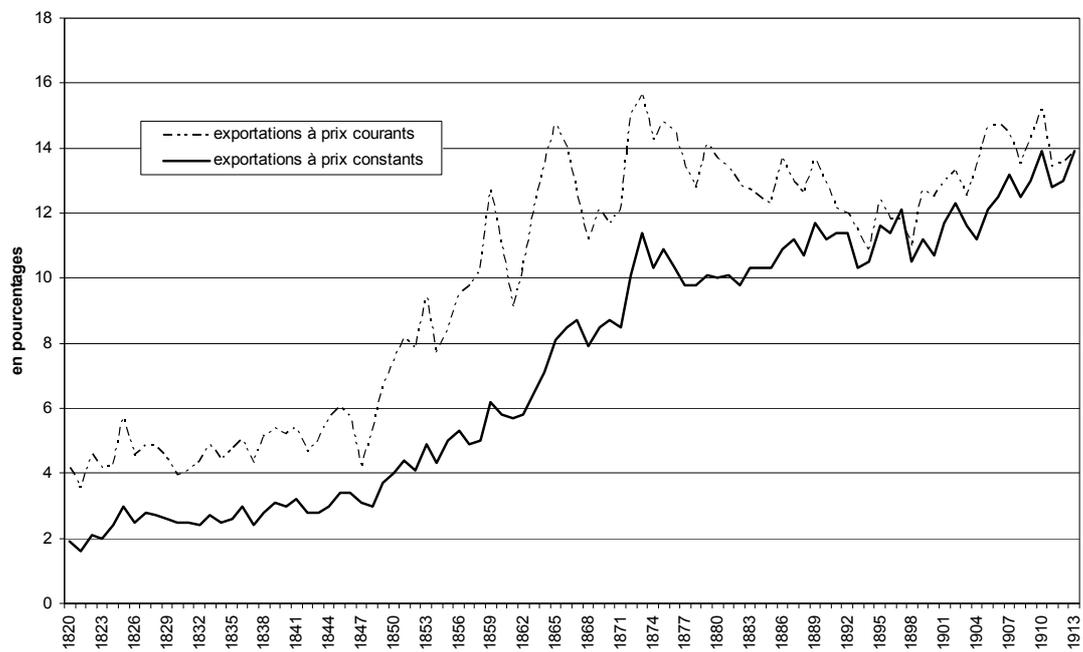
Graphique 3.



Source : voir Asselain et Blancheton (2005) pour la reconstitution des séries.

Graphique 4

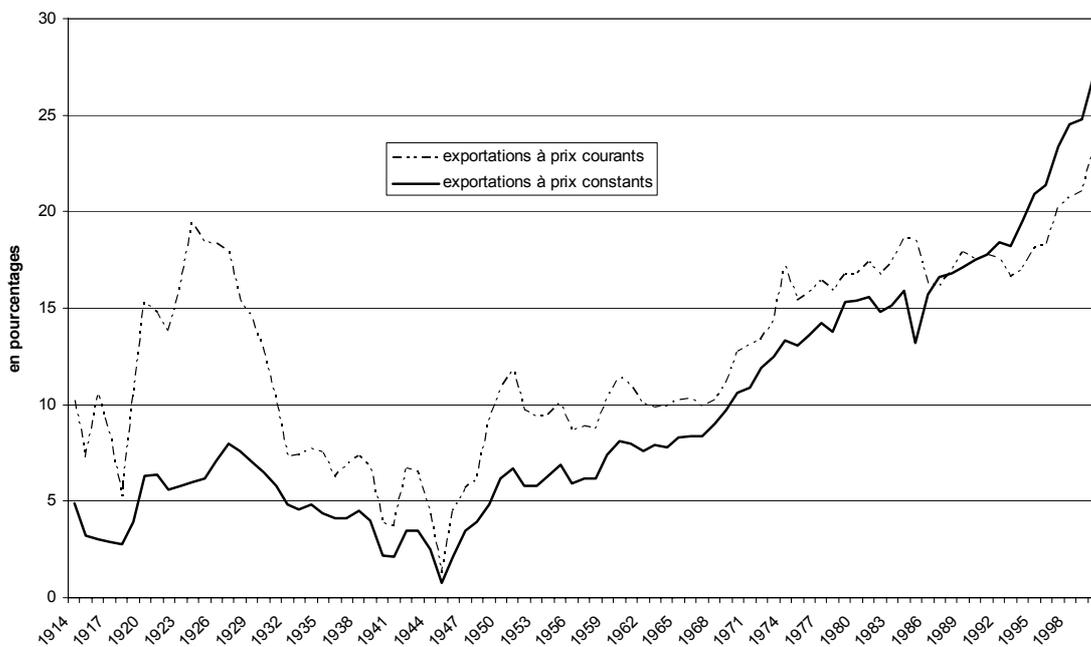
Exportations de marchandises sur PIB à prix courants et prix constants pour la France (1820-1913)



Source : Asselain et Blancheton (2005)

Graphique 5

Exportations de marchandises sur PIB à prix courants et prix constants pour la France (1914-2000)



Source : voir Asselain et Blancheton (2005) pour la reconstitution des séries.

Au-delà de ce contraste global, l'analyse fondée sur les coefficients d'ouverture permet de préciser et parfois de corriger la caractérisation des phases successives.

Alors que la périodisation traditionnelle fait du traité de commerce franco-britannique de 1860 un tournant majeur, inaugurant une période dite de libre-échange, l'évolution des ratios d'ouverture, quelle que soit la variante retenue, fait ressortir une accélération *très marquée dès les années 1850* (et même, très précisément, à partir de 1849) : de sorte que le traité de 1860 devrait être considéré comme le couronnement – plutôt que le point de départ – d'un processus déjà bien amorcé selon une dynamique spontanée, grâce à l'abaissement des coûts de transport (révolution ferroviaire, navigation à vapeur) et à la vigueur de la demande britannique de produits d'exportation français (la politique commerciale de l'Angleterre s'est déjà engagée unilatéralement sur la voie du libre-échange depuis l'abolition des Corn Laws en 1846). L'essor particulièrement vigoureux des exportations évaluées à prix courants (graph. 3 et 4), qui tend à devancer celui des importations et résulte en partie d'une amélioration conjoncturelle des termes de l'échange, contribue à expliquer les excédents commerciaux des années 1850, l'un des fondements de la « prospérité impériale ». Quant au traité de 1860, on peut lui reconnaître un rôle d'accélérateur : rien à voir cependant avec l'avènement soudain d'un libre-échange intégral.

En ce qui concerne les années 1880 et 1890, marquées par un renforcement graduel des mesures protectionnistes (1881-1892), la confrontation des coefficients d'exportation à prix courants et à prix constants (graph. 4) conduit à des conclusions nuancées. Le recul du coefficient calculé à prix courants, recul ample et durable, traduit bien les difficultés des activités exportatrices, confrontées au protectionnisme étranger. Cependant, le volume des exportations résiste assez bien à la dégradation du contexte international – comme en témoigne le ratio à prix constants – et, après un recul limité, reprend vite son élan pour atteindre de nouveaux sommets au seuil du XX^{ème} siècle. Ce double constat justifierait de nouvelles recherches pour mieux saisir l'évolution des prix à l'exportation (les indices disponibles pour cette période sont relativement fragiles et parfois contradictoires) et l'importance des gains de productivité réalisés par les industries exportatrices.

La singularité des années 1920 dans le cas de la France mérite d'être soulignée. Le coefficient à prix courants présente alors une flèche exceptionnelle, avec un maximum de 19,4% en 1924, qui ne sera dépassé que bien plus tard dans les années 1990. Mais le rapprochement avec le coefficient à prix constants, en hausse bien plus modeste, indique clairement qu'il s'agit là surtout d'une conséquence de la dépréciation du franc, qui accroît brutalement le prix relatif des biens échangés (aux importations comme aux exportations), à contre-sens de la tendance de long terme.

Après 1945, le coefficient à prix constants met en évidence – bien mieux que le coefficient à prix courants – la vigueur du processus d'ouverture internationale, confirmant ainsi les analyses de la croissance française qui attribuent un rôle déterminant à l'impulsion des échanges extérieurs dès les années 1950 et 1960 (et réfute l'interprétation des trente glorieuses comme une phase de croissance autocentrée). On notera aussi l'accélération quasi continue de ce processus d'ouverture depuis les années 1970 : si les comparaisons « en niveau » sont toujours incertaines s'agissant de périodes très éloignées, la dynamique des coefficients d'ouverture permet d'affirmer sans ambiguïté que l'actuelle mondialisation commerciale affecte l'économie française encore plus intensément que celle de la Belle Époque.

Le coefficient d'ouverture manufacturière : quels enseignements spécifiques ?

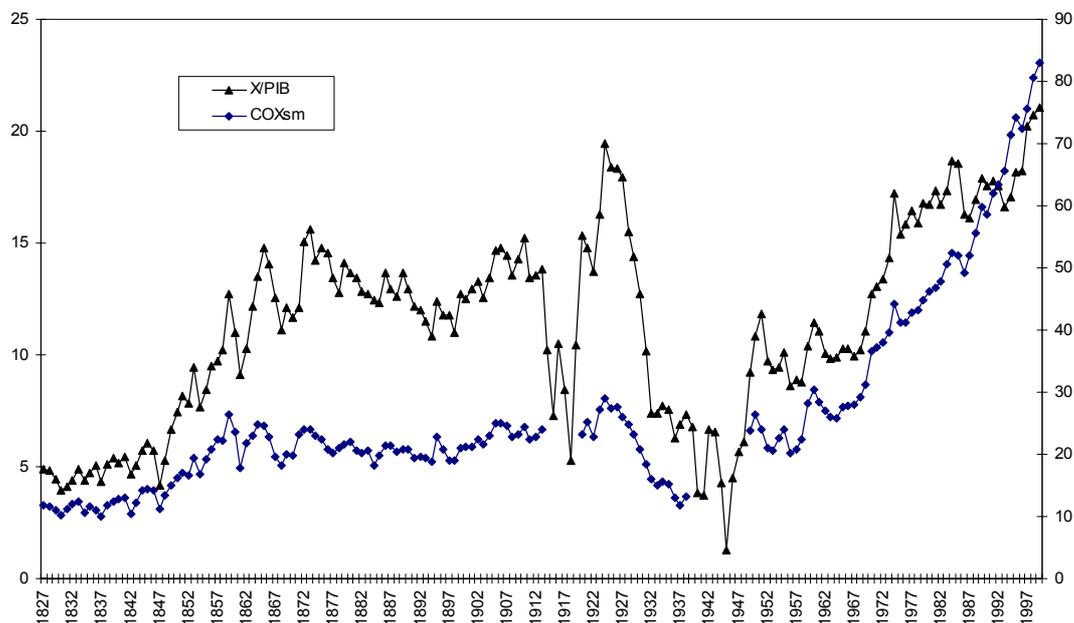
Sans surprise (puisque les biens manufacturés constituent une part essentielle et croissante des exportations totales), le coefficient d'ouverture manufacturière confirme les enseignements du coefficient d'ouverture global. Il met cependant davantage encore en relief (graph. 7, semi-logarithmique) le premier grand élan de l'expansion commerciale qui s'amorce dès les années 1850, une décennie au moins avant le traité de 1860.

À partir des années 1870, au contraire, on assiste à des variations plus ou moins cycliques, sans trend affirmé, en fonction de la conjoncture internationale et des mouvements d'accentuation ou de reflux du protectionnisme. Les maximums successifs du coefficient d'ouverture manufacturière, vers 1860-1873, 1905-1913 ou encore 1920-1928, se situent à des niveaux très voisins, de l'ordre de 24-26 %. Mais les différentes phases ordinairement qualifiées de « protectionnistes » sont en réalité très contrastées : le fléchissement relatif, somme toute modéré, des années 1880 et 1890, ne saurait être confondu avec l'effondrement des années 1930, qui ont connu une chute de plus de moitié du coefficient d'ouverture manufacturière sur une décennie (1927-1937). Plus généralement, englober sous une même étiquette – « protectionnisme » – des périodes en réalité aussi différentes, sous prétexte que les mesures de protection ne sont jamais totalement absentes, apparaît manifestement abusif et de nature à occulter les véritables enjeux.

Un autre constat, plus inattendu, mérite quelques explications : la progression du coefficient d'ouverture manufacturière, qui a environ doublé entre les années 1820 et 1913, demeure un peu moins forte à long terme que celle de la part des exportations de biens et services dans le PIB, qui a triplé (en valeur courante) au cours de la même période. Cette comparaison ne remet pourtant nullement en question la place centrale qui revient à l'industrie dans le processus d'ouverture internationale. D'abord parce que la part des exportations dans le produit du secteur manufacturier reste toujours nettement supérieure à la part des exportations totales de biens et services dans le PIB (un tiers et un sixième respectivement vers 1913). Et d'autre part, l'essor des exportations manufacturières résulte aussi (par un effet de structure) du poids croissant de l'industrie au sein de l'économie française au fur et à mesure des progrès de l'industrialisation : ce qui demeurera la tendance dominante jusqu'au retournement des années 1970.

Graphique 6

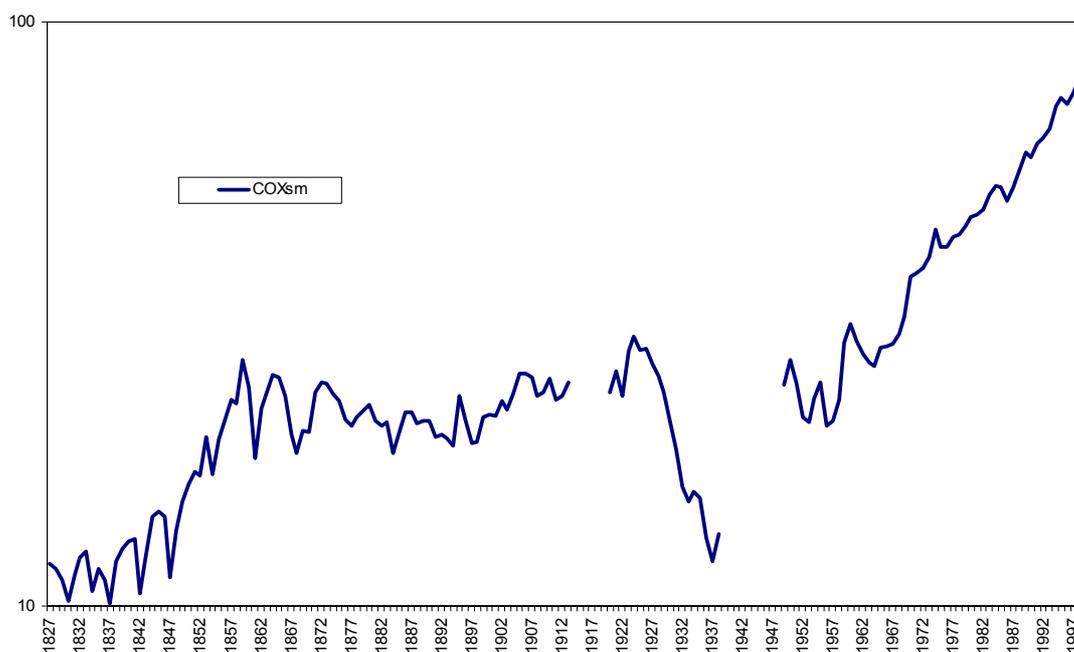
Exportations de marchandises sur PIB à prix courants et ouverture manufacturière pour la France (1827-1999)



Source : voir Asselain et Blancheton (2005) pour la reconstitution des séries

Graphique 7

Ouverture du secteur manufacturier pour la France (1827-1999)



Source : voir Asselain et Blancheton (2005) pour la reconstitution des séries.

En ce qui concerne la seconde moitié du XX^{ème} siècle, l'analyse de la dynamique d'ouverture manufacturière permet d'abord de mieux comprendre pourquoi il est impossible de fixer une date précise comme point de départ du processus de mondialisation. L'industrie française accroît en effet son taux d'exportation par « vagues » successives, dont la « crête » correspond aux dévaluations du franc, qui scandent la période (1949, 1958, 1969). Chaque dévaluation donne une impulsion sensible aux exportations françaises, dont les exportations manufacturières bénéficient plus que proportionnellement ; leur part dans les exportations totales enregistre un maximum relatif au lendemain de chaque dévaluation, et il en est de même pour le coefficient d'exportations manufacturières en 1949-1950, 1959-1960 et en 1970. Mais l'avantage procuré par la dévaluation tend à s'éroder au fil du temps, dans la mesure où la France demeure durablement plus inflationniste que la moyenne mondiale, dans le cadre d'un régime de changes fixes. On observe cependant que ce mouvement de flux et reflux est d'amplitude décroissante à travers la période envisagée. En effet, si l'impulsion initiale reste toujours aussi marquée (avec des maximums successifs du coefficient manufacturier en nette progression : 26,4 % en 1950, 30,4 % en 1960, 36,6 % en 1970), la retombée ultérieure apparaît déjà bien moins profonde et durable au cours des années 1960 (minimum de 26 % en 1963-1964, en recul de quatre points par rapport au maximum de 1960) qu'elle ne l'avait été durant les années 1950 (minimum de 20,5 % en 1956-1957, en recul de près de six points par rapport au maximum de 1969). Quant à la dévaluation de 1969, elle constitue le point de départ d'une ascension désormais quasi continue du coefficient d'ouverture manufacturière, appelée à se poursuivre par delà le retournement de la conjoncture mondiale au milieu des années 1970.

La dynamique des exportations manufacturières permet donc de conclure à un mouvement de (ré)ouverture de l'économie française, qui s'affirme progressivement dès les premières étapes de la construction européenne, et déjà en plein élan au seuil des années 1970. A cet égard, les conclusions tirées de l'évolution du taux d'ouverture global doivent être significativement corrigées. Le taux d'exportation de l'économie française $X_{i,t} / Y_{i,t}$ n'a certes pas encore retrouvé vers 1970, le niveau atteint vers 1913 (moyenne de 1910-1913 : 14 % ; moyenne de 1970-1973 : 13,4 %), et l'écart serait encore plus net du côté des importations (moyenne du taux d'importation m / PIB pour 1910-1913 : 17,2 % ; pour 1970-1973 : 14 %). Mais le sens de la comparaison s'inverse lorsqu'elle porte spécifiquement sur la composante manufacturière, la plus vitale de par les effets moteurs qu'elle exerce sur la croissance globale comme aussi du point de vue de l'insertion internationale de l'économie française.

*Evolution du coefficient d'ouverture manufacturière COX_{sm} :
Comparaison entre les années 1890-1913 et les années 1950-1973*

	Coefficient moyen (en %)		Coefficient moyen (en %)
1890-1899	20,8	1950-1959	23,1
1900-1909	23,0	1960-1969	28,2
1910-1913	23,5	1970-1973	37,9

La conclusion est claire : comparée à la « première mondialisation », la phase de réouverture post- Seconde Guerre mondiale se caractérise à la fois par un niveau plus élevé du coefficient d'ouverture manufacturière dès les années 1960 et par une dynamique d'ouverture (taux de variation du coefficient) plus prononcée. La France, dont le potentiel d'exportation était sorti fortement amoindri de la dépression des années 1930 et paraissait presque anéanti en 1945,

redevient ainsi dès cette période partie prenante de l'expansion mondiale des échanges de produits industriels.

Evolution des coefficients à prix constants et d'ouverture manufacturière

	Ouverture manufacturière (COXsm) (coefficient moyen en %)	X/PIB à prix constants (coefficient moyen en %)
1970-1973	37,9	1970-1973 11,4
1997-1999	79,8	1997-1999 24,2

Au cours de la période récente, le processus de mondialisation atteint bel et bien une intensité sans précédent, puisque le coefficient d'ouverture manufacturière a plus que doublé depuis trente ans (entraînant dans son sillage une progression équivalente du coefficient d'ouverture global à prix constants). Autrement dit, alors même qu'on voit poindre une désindustrialisation de l'économie française en termes d'emplois et de part de l'industrie française dans le PIB, les exportations manufacturières affirment plus que jamais leur prépondérance (72,7 du total des exportations de marchandises en 1965, 74,9 % en 1980 et 84 % en 2000), et l'insertion croissante de l'économie française dans la division internationale des processus de production tend à compenser le ralentissement global de la croissance industrielle et à maintenir la dynamique d'ouverture.

Conclusion

Loin de conduire au rejet du principe même de son utilisation comme mesure de l'ouverture commerciale, la critique approfondie du coefficient d'ouverture tend au contraire à faire ressortir l'intérêt des complémentarités entre les variantes du coefficient (à prix courants, à prix constants, nouveau coefficient dit d'ouverture motrice). Dans le cas français les séries annuelles longues analysées apportent des précisions sur la dynamique de son ouverture commerciale entre les années 1820 et la fin des années 1990 et ont en commun de faire ressortir la force sans précédent de l'actuelle mondialisation.

Bibliographie

- Asselain J-Ch., Blancheton B. (2005), « Dynamique de l'ouverture internationale. Paradoxes, enjeux, éléments d'interprétations à partir du cas de la France », *Economies et Sociétés*, AF, n°32, 1, pp.49-179.
- Bairoch P. (1976), *Commerce extérieur et développement économique de l'Europe au XIXe siècle*, Paris, Mouton, EHESS.
- Bairoch P. (1994), *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, Paris, La Découverte.
- Bairoch P. (2002), « Les principales composantes économiques de la mondialisation dans une perspective historique. Mythes et réalités », *Economie Appliquée*, tome LV, n°2, pp.39-76.
- Berger S. (2003), *Notre première mondialisation. Leçons d'un échec oublié*, Paris, Seuil.
- Bourguinat H. (1998), *L'économie morale*, Paris, Arléa.
- CEPII, *L'économie mondiale*, Paris, La Découverte, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004.
- Cohen D. (2004), *La mondialisation et ses ennemis*, Paris, Grasset.
- Cordellier S (dir). (2000), *La mondialisation au-delà des mythes*, Paris, La Découverte.

- Flandreau M., Rivière C. (1999), « La « Grande retransformation » : contrôle des capitaux et intégration financière internationale, 1860-1996 », *Economie Internationale*, n°78.
- Guillaumont P. (2001), « Ouverture, vulnérabilité et développement », dans Boudhief M., Siroën J-M., *Ouverture et développement économique*, Paris, Economica, pp.149-172.
- Krugman P. (1998), *La mondialisation n'est pas coupable*, Paris, La Découverte.
- Lafay G. (2002), *Comprendre la mondialisation*, Paris, Economica.
- Leboutte R. (2002), « Mondialisation et migrations internationales. Le retournement historique des migrations internationales en Europe entre 1900 et l'an 2000 », *Economie Appliquée*, tome LV, n°2, pp.91-120.
- Levy-Leboyer M., Bourguignon F. (1985), *L'économie française au XIX^e siècle*, Paris, Economica.
- Maddison, A. (1981), *Les phases du développement capitaliste*, Paris, Economica.
- Maddison A. (1995), *L'économie mondiale 1820-1992*, Paris, OCDE.
- Maddison A. (2001), *L'économie mondiale. Une perspective millénaire*, Paris, OCDE.
- Maizels A. (1968), *Exports and Economic Growth of Developing Countries*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Michalet Ch-A. (2002), *Qu'est ce que la mondialisation ?* Paris, La Découverte.
- Mitchell. B.R. (1992), *International Historical Statistics. Europe 1750-1988.*, New York, Stockton Press.
- Norberg J. (2004), *Plaidoyer pour une mondialisation capitaliste*, Paris, Seuil.
- Obstfeld M., Taylor A.M. (2004), *Global Capital Markets; integration, Crisis, and Growth*, Cambridge, Cambridge University Press,
- O'Rourke K., Williamson J. (1999), *Globalization and History*, Cambridge Mass, MIT Press.
- Polanyi K. (1983), *La grande transformation*, Paris, Gallimard, 1^{ère} éd 1944.
- Siroën J-M. (2001), « L'ouverture commerciale est-elle mesurable ? » dans Boudhief M., Siroën J-M., *Ouverture et développement économique*, Paris, Economica, pp.103-123.
- Stiglitz J. (2002), *La grande désillusion*, Paris, Fayard.
- Toutain, J.-C. (1977), « La structure du commerce extérieur de la France, 1789-1970 », in *La position internationale de la France* (sous la dir. de M. Lévy-Leboyer), Paris, EHESS.
- Toutain, J.-C. (1987), « Le produit intérieur brut de la France de 1789 à 1982 », *Économies et sociétés*, XXI, n° 5.
- Toutain, J.-C. (1997), « Le produit intérieur brut de la France, 1789-1990 », *Economies et sociétés*, Série HEQ.
- Toutain, J.-C. (1997), « L'imbroglio des indices de prix français au XIX^e siècle », *Économies et sociétés*, Série HEQ.
- Villa, P. (1994), *Un siècle de données macro-économiques*, INSEE, *Économie générale*, n° 86-87.

Cahiers du GRES

Le Groupement de Recherche Economique et Sociales (GRES) réunit deux centres de recherche :

- *IFReDE* (Institut Fédératif de Recherches sur les Dynamiques Economiques), Université Montesquieu-Bordeaux IV
- *LEREPS* (Laboratoire d'Etudes et de Recherche sur l'Economie, les Politiques et les Systèmes Sociaux), Université des Sciences Sociales Toulouse 1

www.gres-so.org

Université Toulouse 1
LEREPS – GRES
Manufacture des Tabacs
21, Allée de Brienne
F - 31 000 Toulouse
France
Tel. : +33-5-61-12-87-07
Fax. : +33-5-61-12-87-08

Université Montesquieu-Bordeaux IV
IFReDE – GRES
Avenue Léon Duguit
F - 33 608 Pessac Cedex
France
Tel. : +33-5-56-84-25-75
Fax. : +33-5-56-84-86-47

Cahiers du GRES (derniers numéros)

- 2005-19 : COLLETIS Gabriel, DIEUAIDE Patrick, *Vers une ré-institutionnalisation du rapport salarial centrée sur la question des compétences. Un nouveau chantier pour l'approche en termes de régulation*
- 2005-20 : JEANNIN Philippe, *Politique de la recherche. Le cas des sciences humaines et sociales*
- 2005-21 : LACOUR Claude, VIROL Stéphane, *Politique régionale européenne : nouveaux fondements, nouvelles frontières ?*
- 2005-22 : TALBOT Damien, *Une compréhension institutionnaliste de la proximité organisationnelle: le cas d'EADS*
- 2005-23 : DANG NGUYEN Godefroy, VICENTE Jérôme, *Quelques considérations sur l'aménagement numérique des territoires : le rôle des collectivités locales dans le déploiement des infrastructures de l'économie numérique*
- 2005-24 : BLANCHETON Bertrand, *Montesquieu économiste*
- 2005-25 : GALLIANO Danielle, ROUX Pascale, *The evolution of the spatial digital divide: From internet adoption to internet use by french industrial firms*
- 2006-01 : LAYAN Jean-Bernard, *L'innovation péricentrale dans l'industrie automobile : une gestion territoriale du risque de résistance au changement*
- 2006-02 : VICENTE Jérôme, DALLA PRIA Yan, SUIRE Raphaël, *The ambivalent role of mimetic behaviors in proximity dynamics: Evidences on the French "Silicon Sentier"*
- 2006-03 : LUNG Yannick, *Le Mercosur dans les trajectoires d'internationalisation des firmes automobiles*
- 2006-04 : JEANNIN Philippe, BOUTHORS Mathilde, *Une esquisse de la recherche en éducation à travers les revues*
- 2006-05 : MORIN François, *Le capitalisme de marché financier et l'asservissement du cognitif*
- 2006-06 : SAINT GES Véronique, *Les politiques environnementales relatives à l'utilisation des produits phytosanitaires : proximités et innovations*
- 2006-07 : POUYANNE Guillaume, *Etalement Urbain et ségrégation socio-spatiale, une revue de la littérature*
- 2006-08 : FAURE Yves-André, *A respeito de alguns desafios contemporâneos da informalidade económica. Aproximando a África Ocidental e o Brasil*
- 2006-09 : ASSELAIN Jean-Charles, BLANCHETON Bertrand, *L'ouverture internationale en perspective historique. Statut analytique du coefficient d'ouverture et application au cas de la France*

La coordination scientifique des Cahiers du GRES est assurée par Alexandre MINDA (LEREPS) et Vincent FRIGANT (IFReDE). La mise en page est assurée par Dominique REBOLLO.